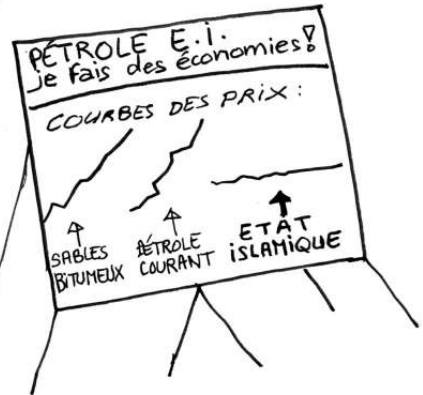


## Réduire les émissions de CO2, mais sans froisser les pétroliers

L'Union Européenne (UE) et le Canada ont signé le 25 septembre un accord de libre-échange, l'Accord économique et commercial global (Comprehensive Economic Trade Agreement, CETA), qui a été négocié

En 2011, la commissaire au climat, Connie Hedegaard, avait proposé une directive sur la qualité des carburants visant à pénaliser les pétroliers dont l'extraction est la plus polluante, notamment celui issu des



dans la plus grande opacité depuis 2009. Cet accord favorise le droit des multinationales de faire leurs affaires comme bon leur semble, au détriment du droit des peuples à légiférer en matière sociale et environnementale (voir PIAF n° 41, 46, 52, 55 et 61<sup>1</sup>). Une reculade récente de la Commission témoigne de cette primauté des affaires sur l'environnement.

sables bitumineux<sup>2</sup>, dont le Canada est producteur. Il s'agissait de taxer les importations d'hydrocarbures selon les émissions de CO2 engendrées au cours de l'ensemble de leur cycle de vie. Avec des émissions estimées à 23 % supérieures à celles du pétrole conventionnel, le pétrole canadien se retrouvait de facto privé de débouché en Europe. Mauvaise

- P7 - Au secours ! La croissance a disparu !
- P8 - Immigration et pénurie d'emplois
- P9 - Vous en reprendrez bien une tranche ?
- P10 - Con... certation (et éducation) nationale
- P11 - Prix Pinocchio

- P2 - Kazakhstan
- P4 - Hypocrisie, lâcheté et duplicité face à l'E.I.
- P4 - Kurdes syriens : exploser pour ne pas être violée
- P5 - Erdogan, ce grand démocrate
- P6 - ¿ Podemos ?



# Kazakhstan

**N**ouvelle casserole aux fesses du petit Nicolas S. Ça commence à faire du foin. Selon *Le Monde* du mardi 8 octobre : « La justice française enquête, depuis le printemps 2012, sur une affaire d'Etat, susceptible d'impliquer le pouvoir sarkozyste. Dans la plus grande discrétion, deux juges d'instruction parisiens, saisis de faits de "blanchiment en bande organisée", "corruption d'agents publics étrangers", "complicité et recel" de ces délits, explorent les dessous de contrats signés en 2010 entre la France et le Kazakhstan, pour près de deux milliards d'euros.

Ces marchés, comprenant la fabrication de 45 hélicoptères par Eurocopter, sont susceptibles d'avoir donné lieu au versement en France de rétrocommissions.»

Ben tiens. Il est fort étonnant

de voir comment les grands Etats soi-disant démocratiques tombent bien bas quand il s'agit de vendre des armes à des autocrates. Pour rappel, les principaux pays exportateurs d'armes sont : la Russie (31 %), les Etats-Unis (30 %), la France (9 %), l'Allemagne (6 %) et le Royaume-Uni (4 %). Ces armes sont parfois dirigées contre les peuples, voire contre le pays fournisseur : la Libye en est un exemple très récent pour la France. Ce qu'il nous faudrait, c'est un petit listing. Des voyages d'affaires de nos élus et des ventes d'armes effectuées par les majors du domaine. Le complexe militaro-industriel est toujours prospère malgré la crise.

En schématisant, dans les années 70-80, l'autocrate était plutôt latino-américain ou africain. Dans les années 90, maghrébin ou moyen-oriental. La mode actuelle est plutôt du côté de l'Oural.

Le Kazakhstan, pays d'Asie centrale, fit partie de l'Empire russe puis de l'Union des républiques socialistes soviétiques. Neuvième pays du monde en superficie, il ne compte que 17,5 millions d'habitants. Noursoultan Nazarbaïev est le président de



la République du Kazakhstan depuis 1990, soit 1 an avant l'indépendance du pays. Il a obtenu un mandat supplémentaire de sept ans en 2006 puis en avril 2011, avec plus de 90 % des voix, grâce à des méthodes traditionnelles d'autocrates : suppression de la limite des deux mandats présidentiels successifs et de la limite d'âge, extension de la durée du mandat, muselage de la presse et des opposants, etc. Il a même avancé les élections prévues en l'an 2000 d'une année pour couper tout espoir à son opposition (qui existait encore à cette époque) de mener campagne. Le seul parti d'opposition aujourd'hui toléré est Asar, présidé par la fille de Nazarbaïev, Dariga. Sa création

Suite page 3



## Kazakhstan (suite de la page 2)

permet de donner au peuple l'illusion du choix. Mais Dariga n'est que la digne protégée de son père, pressentie pour lui succéder. Elle a déjà un atout de poids : elle possède la quasi-totalité des médias audiovisuels et une partie de la presse écrite... En 2012, Reporters sans frontières considère Nazarbaïev comme un « prédateur » de la liberté de la presse. Par ailleurs, selon Amnesty International, les brutalités policières seraient monnaie courante au Kazakhstan. La torture serait généralisée au sein du système judiciaire, et ce dans la plus grande impunité.

Que notre ancien président puisse faire des affaires ce type de personnage peut se comprendre.

Mais difficilement s'accepter.

**Bo.F.**

©opyleft

La diffusion de ce journal est régie par une licence Creative Commons.

Vous êtes libres de reproduire, distribuer et communiquer cette création dans les conditions suivantes :  
# Citer les auteurs # Ne pas utiliser à des fins commerciales # Utiliser cette même licence (chacune de ces conditions peut être levée avec notre autorisation).

<http://www.creativecommons.org/licenses/by-nc-sa/2.0/>

Maquette réalisée sous logiciel libre Scribus

Dessins bidouillés sous logiciel libre Gimp

ISSN : 1957-0031

Association loi 1901 « Le Piaf »

2&4 boulevard Ornano

75018 Paris - France

contact@le-piaf.org

[www.le-piaf.org](http://www.le-piaf.org)

Directeur de la publication

du numéro 74 : Gaël Mahé

Comité de rédaction : Alex D., Benj,

Bo.F., Cathy Ré, Cecile V., Cluc,

Gaël Mahé, JMJ, Katerina Bauhaus,

Laurence, M. Solal, Magali, Marie,

Oliver Carmine, Patrick, PB,

Pierre Fouilhoux, Robert Moisneau.

## Réduire les émissions de CO2, (suite de la une) mais sans froisser les pétroliers

nouvelle pour les pétroliers canadiens, qui souhaitent doubler leur production d'ici 2025.

Le Canada a d'abord menacé, en 2012, de porter plainte auprès de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), pour distorsion de concurrence. Puis, pour ne pas entraver les négociations du CETA, la voie de la diplomatie et du lobbying a été privilégiée. Le ministre canadien des ressources naturelles, Joe Oliver, n'a pas ménagé ses efforts, notamment pour remettre en cause l'estimation de l'impact carbone des sables bitumineux. Il a été épaulé par une armée de lobbyistes à temps plein à Bruxelles, qui ont trouvé une oreille très attentive de la France lorsque Total a prévu d'investir une quinzaine de milliards d'euros dans l'exploitation des sables bitumineux au Canada. Conséquence de ce travail de sape, le vote sur la directive, prévu initialement en 2012, a été maintes fois reporté.

Enfin, les tensions entre l'UE et la Russie et le souci de conclure rapidement l'accord de libre-échange ont achevé de vider la directive de son contenu : le 6 octobre, la commission a proposé une nouvelle directive conforme aux attentes des pétroliers canadiens. Désormais, ce seront les fournisseurs qui déclareront le niveau d'émission moyen des matières de base utilisées dans leurs produits. Bienvenue au pétrole sale !

### Folubert Sansonnet

1 - Vous ne pourrez pas dire qu'on ne vous avait pas prévenus !

2 - Les sables bitumineux sont un mélange de bitume (pétrole brut à l'état solide), de sables de silice, de minéraux argileux et d'eau. Son extraction a des conséquences environnementales désastreuses : émission de CO2, destruction de la forêt boréale, pollution des eaux et des sols...



# Hypocrisie, lâcheté et duplicité face à l'Etat Islamique

Cette triste trilogie pourrait être la devise de la coalition qui s'est formée contre l'Etat Islamique (EI). On peut en effet s'interroger sur la qualité et les motivations réelles de l'engagement de chaque membre de cette assemblée hétéroclite et parfois contre nature.

Les Etats-Unis ont successivement développé l'islamisme à l'époque de la guerre froide pour miner l'URSS ; aidé Saddam Hussein à écraser les Iraniens ; écrasé Saddam Hussein pour mettre la main sur un bon filon pétrolier ; ruiné l'Irak ; laissé sombrer l'Irak dans une guerre civile larvée (entre chiites et sunnites) ; attendu, hésité, louvoyé lors de la révolte syrienne (par peur de Poutine). Aujourd'hui, ils voudraient intervenir contre l'EI, mais à distance, par drones et avions interposés, sans risquer la vie d'un seul soldat au sol... Pendant ce temps, la résistance kurde fait tout le boulot et subit toutes les pertes.

La France et le Royaume Uni ont largement contribué à l'instabilité de la région par les frontières tracées via l'accord Sykes-Picot (1916) et le traité de Sèvres (1920). Tandis

que le discours de ces pays sur la Syrie varie, et leur inaction est constante... Pendant ce temps, la résistance kurde fait tout le boulot et subit toutes les pertes.

L'Arabie Saoudite et le Qatar cherchent depuis longtemps à imposer leur influence dans la région et dans le monde sunnite à coups de millions de pétrodollars. Aujourd'hui alliés des Occidentaux contre l'EI, ces deux pays ont pourtant, dès le début de la révolte syrienne, envoyé armes et argent à des groupes sunnites qui ont combattu autant les démocrates que les troupes de Bachar el Assad. Aujourd'hui le monstre leur a échappé et s'appelle l'EI. Certains responsables de cette délicate armée de fous veulent installer un califat global. Ce califat impliquerait la conquête des deux capitales historiques (Damas et Bagdad) mais aussi celle des lieux saints de l'Islam, dont La Mecque, ce qui dérange plus les Saoudiens que les tueries d'infidèles et de démocrates... Pendant ce temps, la résistance kurde fait tout le boulot et subit toutes les pertes.

Jmj

## Kurdes syriens : exploser pour ne pas être violée

« Encerclée à l'issue d'un engagement, à court de munitions, la capitaine Arin Mirkan, membre des Unités populaires de défense, a dégoupillé une grenade pour ne pas mourir seule violée et décapitée<sup>1</sup> ».

Image cruelle de la réalité du combat solitaire que mènent les Kurdes syriens face aux bandits de l'EI (Etat Islamique). L'armée de Turquie<sup>2</sup> empêche en effet les Kurdes turcs de franchir la frontière pour aider leurs « frères », sans envoyer une seule bombe sur les « fous de dieu » ; tout en les réprimant militairement en Turquie.

Erdogan, après avoir – selon la tradition des

dirigeants turcs – nié le génocide arménien<sup>3</sup>, réprimé l'opposition de façon ultra-violente, discrètement mais sûrement donné un petit coup de main « d'islamiste modéré » aux islamistes pas du tout modérés de l'EI, peut tout mettre en œuvre pour favoriser un petit génocide des Kurdes syriens à sa porte.

Jmj

1- Cité dans le *Canard enchaîné* du 15/10/14

2- L'armée turque est la plus importante et la plus moderne de la région. Elle est membre de l'OTAN et ne manque pas d'expérience après 30 ans de guerre civile contre... les Kurdes du PKK

3 - Parler du génocide arménien est toujours, en Turquie, un délit passible de lourdes peines de prison.



# Erdogan, ce grand démocrate

**Le président turc (qui était Premier ministre de 2003 à 2014) a un lourd passif en terme de droits de l'Homme, de liberté politique et de liberté de la presse.**

Ce dirigeant, qui se veut « démocrate », ne cesse depuis 11 ans de réprimer toute opposition et de mettre en avant des valeurs rétrogrades et religieuses, piétinant la tradition laïque turque issue du kémalisme<sup>1</sup>. Le nombre de prisonniers politiques, de journalistes et d'intellectuels arrêtés, jugés ou forcés de fuir ne cesse d'augmenter, et la répression du mouvement protestataire de 2013<sup>2</sup> s'est soldée par 6 morts, plus d'un millier de blessés, des passages à tabac multiples et des procès aussi nombreux qu'arbitraires. Erdogan continue par ailleurs, à titre personnel comme dans sa fonction, de nier le génocide arménien de 1915.

Au niveau international, Erdogan se tourne de plus en plus vers les pays voisins et tente d'exercer une influence sur toutes les régions de l'ancien empire ottoman (politique parfois appelée « néo-ottomanisme »). Il utilise, pour y parvenir, à la fois la puissance économique et le discours religieux sunnite.

Après des négociations de façade et des avancées symboliques sur la question kurde<sup>3</sup>, le religieux et ultra-nationaliste Erdogan tombe le masque : il réprime les récentes manifestations pro-kurdes (environ 35 morts en 3 jours), en profite pour renforcer l'arsenal répressif du pays, et ferme les

frontières pour empêcher la « jonction » des Kurdes de Syrie, d'Irak et de Turquie au risque de se rendre complice de massacres de civils (même s'il a finalement dû, sous la pression de la coalition internationale, accepter le passage sur le territoire turc des Kurdes d'Irak souhaitant rejoindre Kobané, la ville kurde de Syrie attaquée par l'EI).

Les dérives autoritaristes récurrentes d'Erdogan ne sont pas sans susciter quelques inquiétudes parmi les démocrates du pays, surtout lorsque le Président annonce qu'il souhaite élaborer une nouvelle Constitution après les élections législatives de juin 2015 afin de renforcer les prérogatives du chef de l'Etat...

## Jmj

1 - Du nom de Mustapha Kémal « Atatürk », dirigeant/dictateur de Turquie entre 1920 et 1938, fondateur de la Turquie moderne et laïque mais aussi nationaliste.

2 - Ce mouvement, initié par des écologistes en guerre contre un projet urbain à Istanbul, s'est propagé à tout le pays, rassemblant les principales forces d'opposition à la politique du gouvernement.

3 - Les Kurdes représentent environ 20% de la population de Turquie mais les dirigeants turcs tentent toujours de les présenter comme une petite minorité.

## Le peuple Kurde

Les Kurdes sont un peuple d'origine de l'Iran ancien. Depuis un siècle, des Kurdes luttent pour leur autodétermination, afin d'avoir leur propre patrie, le Kurdistan. Tous les États qui abritent une communauté non négligeable de Kurdes s'opposent activement à la création d'un Etat kurde, craignant de devoir abandonner une partie de leur territoire national.

Pays	Kurdes
Turquie	15 millions
Iran	8,4 millions
Irak	5,6 millions
Syrie	1,9 millions
Autres (Georgie, Arménie, Azerbaïdjan, Turkménistan)	0,3 million



## ¿ Podemos ?

Alors que le panorama politique français et les perspectives sont particulièrement sinistres, une éclaircie apparaît de l'autre côté des Pyrénées. Né en janvier dernier sous l'impulsion de professeurs en sciences politiques madrilénes, Podemos a terminé quatrième aux élections européennes quatre mois plus tard (avec 8% des votes). Fin octobre, le parti qui a repris le « *yes we can* » d'Obama dépassait même les deux grands partis espagnols en intention de vote pour les élections générales de 2015. Mais qui est Podemos ?

### Un paysage politique dévasté par les affaires de corruption

Pour comprendre cette émergence éclair dans un paysage politique espagnol dévasté par les affaires de corruption qui touchent tous les partis et même toute la société (de la sœur du roi au syndicat UGT), il faut revenir au printemps 2011. Le 15 mai, une manifestation demandant « une réelle démocratie » est durement réprimée. Une quarantaine de personnes décide d'occuper la Puerta del Sol, dans le centre de Madrid. Bientôt, ils sont des milliers. Dans toute l'Espagne des assemblées populaires ont lieu, la parole se libère et une conscience politique qui rejette le système naît.

Deux ans et demi plus tard, c'est Pablo Iglesias, ex-militant d'extrême gauche, qui devient le porte-parole de ce mouvement en co-fondant Podemos. Le politologue l'annonce clairement : il veut expulser la « caste » qui est au pouvoir pour instaurer une démocratie réelle, débarrassée des scories de la dictature franquiste. Face à lui,

le PS est affaibli par 7 années de pouvoir (2004 – 2011) passées à soutenir les banques et à tailler le budget de l'Etat, tandis que le PP (la droite au pouvoir) est décimé par les affaires de corruption. Podemos est maintenant en position de gouverner le pays. Mais avec quel programme ?

### Pas de programme précis, mais des idées

En réalité, Podemos n'a pas de programme précis. L'assemblée générale du mois d'octobre n'a permis que de définir quelques grands axes : restructuration de la dette, plus de moyen pour l'éducation et la santé, lutte contre la corruption et accès au logement facilité. Lorsqu'un journaliste comme Jordi Evole<sup>1</sup> demande des chiffres ou des précisions, Iglesias ne peut que se rendre à l'évidence : la priorité de Podemos est de trouver le chemin le plus court pour accéder au pouvoir et le programme détaillé n'existe pas encore.

### Une vague d'espérance extraordinaire

Faut-il en conclure que Podemos n'est qu'un mouvement populiste de plus en Europe, comme le répètent les principaux médias locaux ? Il est trop tôt pour le dire mais une chose est sûre : il génère une vague d'espérance extraordinaire.

### Benjamin

1 - [www.atresplayer.com/television/programas/salvados/temporada-9/capitulo-2-pablo-iglesias-ecuator\\_2014102400363.html](http://www.atresplayer.com/television/programas/salvados/temporada-9/capitulo-2-pablo-iglesias-ecuator_2014102400363.html)





# Au secours ! La croissance a disparu !

Les dernières prévisions sont très pessimistes sur cette fameuse croissance que l'on prétend indispensable à notre économie. En France, elle sera quasi nulle d'ici à fin 2014 comme dans une bonne partie de l'Europe. Et pour la deuxième fois depuis le mois d'avril, le Fonds monétaire international (FMI) a révisé à la baisse ses prévisions de croissance pour l'économie mondiale... Alors, la croissance peut-elle revenir ? Pour l'économiste Robert Gordon, la réponse est non<sup>1</sup>.

La croissance économique, ce n'est rien d'autre que l'augmentation régulière de la production de biens et de services. L'indicateur le plus utilisé pour la mesurer est le produit intérieur brut (PIB) qui permet d'évaluer le niveau de production d'un pays durant une année. Dans le capitalisme moderne, on considère qu'un pays ne va bien que si son PIB progresse chaque année. Or, au-delà de la crise actuelle, on constate un ralentissement de la croissance. Durant les « 30 glorieuses<sup>2</sup> », le rythme de croissance d'un pays comme la France était de 5% par an. Sur les 30 dernières années, il n'est que de 1,5% par an. Cela veut dire que les gains de productivité, ce qui permet d'améliorer de façon continue l'efficacité du système de production, sont moins importants qu'avant.

## Innovations... mais pas de révolution

Robert Gordon avance plusieurs arguments pour expliquer cette évolution. Comme le fait que les inventions de la fin du XX<sup>ème</sup> et du début du XXI<sup>ème</sup> siècle – internet et la téléphonie mobile – n'ont pas le même impact sur l'économie que les inventions du passé qui ont, elles, entraîné de véritables révolutions industrielles : la vapeur, le moteur à explosion, l'électricité ou l'informatique. Et pourtant, on agit comme si l'économie numérique était effectivement

une source de croissance fabuleuse : Sony qui emploie 140 000 personnes à travers le monde est valorisée à 18 milliards de dollars quand l'application WhatsApp vient d'être rachetée par Facebook pour 19 milliards de dollars avec ses 55 employés ! Pour Robert Gordon, nous vivons en fait les derniers

soubresauts des révolutions précédentes. Il n'y aura plus de gains de productivité importants à l'avenir : ce qui coûte aujourd'hui 1€ à produire, coûtera demain également 1€.

D'autres facteurs freinent également la croissance

comme le vieillissement des populations occidentales, mais aussi l'explosion des inégalités dans la société. En effet, avec une partie de plus en plus importante de la société qui s'appauvrit, la productivité européenne va chuter à cause du manque d'éducation ou de la santé plus fragile des travailleurs.

## Produire en préservant la nature

A d'autres époques ou en d'autres lieux, les pays qui voulaient accélérer la croissance l'ont fait au détriment de la nature en puisant davantage dans leurs ressources naturelles ou en détruisant la nature. On a ainsi déboisé l'Amazonie et, aujourd'hui, on se lance dans l'extraction du pétrole de

Suite page 8





# Immigration et pénurie d'emplois

Depuis peu, le FN a repris à son compte des thèmes chers à la gauche critique et axé son discours économique sur la critique du néolibéralisme et la défense des travailleurs. C'est ainsi que Marine Le Pen soutient l'idée que l'immigration irrégulière constituerait « *une armée de réserve prête à s'employer aux pires conditions* » et créerait une concurrence déloyale pour les salariés réguliers, en tirant les salaires vers le bas.

Or sur ce point, il est facile de mettre le FN face à la pauvreté de ses raisonnements économiques, et c'est ce que fait Frédéric Lordon dans son ouvrage *La Malfaçon*<sup>1</sup>. Car quel meilleur moyen de mettre fin au problème des clandestins qui fragilisent le marché du travail que de régulariser tous les sans-papiers !

Mais on arguera que la régularisation des sans-papiers ne règle pas, et intensifie même, la concurrence intra-salariale ordinaire, en faisant grossir une population d'actifs déjà confrontée à la pénurie d'emplois. En fait, le lien entre démographie et emploi est plus complexe. L'Histoire l'a prouvé, quand dans l'après-guerre, la croissance démographique a coïncidé avec une période de plein emploi. Car plus de travailleurs, cela veut dire plus de consom-

mation, plus de demande et donc finalement plus d'emplois ! Mais cette époque semble révolue...

Aujourd'hui, la doctrine néolibérale soutient que la déréglementation généralisée produit de la croissance, ce qui devrait créer des emplois. Or les délocalisations et la concurrence distordue du libre-échange éliminent des emplois : dans nombre de secteurs, comment les biens produits localement pourraient-ils en effet rivaliser avec les produits de pays dont les salaires sont largement inférieurs aux nôtres ! L'argent des consommateurs va ainsi nourrir le développement d'entreprises étrangères et laisse périliter les entreprises locales...

La pénurie d'emplois n'a donc rien à voir avec la présence d'immigrés sur le territoire. Elle est bien plutôt le résultat des politiques néolibérales, qui ont déjà créé cette « *armée de réserve prête à s'employer aux pires conditions* », mais hors de nos frontières !

## Marie

1 - Voir les autres aspects de la pensée de Lordon dans les PIAF 71 à 73

---

## Au secours ! La croissance a disparu ! (suite de la page 7)

schiste. Or les populations européennes rêvent maintenant d'écologie. On se rend compte que délocaliser a un coût environnemental et économique qui a longtemps été sous-estimé : en comptant le transport et les malfaçons, produire dans des pays lointains avec une main d'œuvre sous-payée devient de moins en moins rentable.

Il est sans doute temps de l'admettre une fois pour toute : il n'y aura plus de croissance en Europe ! Et cette nouvelle est peut-être bonne. S'il n'y a plus de crois-

sance, c'est que nous sommes arrivés au moment où il faut commencer à mieux gérer notre consommation, à être raisonnable et à arrêter de toujours vouloir plus. Cette croissance était un danger pour notre planète, il est temps de passer à une économie qui ne soit plus fondée sur elle !

## G.K.W. VanDenParaboum

1 - Pour davantage de détails, lire le dossier d'*Alternatives économiques* du mois de septembre.

2 - La période qui de 1945 à 1975, caractérisée justement par une forte croissance dans toute l'Europe





# Vous en reprendrez bien une tranche ?

Hollande avait fait campagne en 2012 sur le thème de « l'austérité juste ». Ce programme intenable trouve une nouvelle illustration dans le projet de budget 2015. Censé réduire les déficits pu-

blics, il n'aura pas d'autre effet que de plomber encore davantage l'horizon économique déjà bien sombre de la France, sans pour autant satisfaire Bruxelles qui attend un peu plus en matière de rigueur budgétaire. Une nouveauté cependant dans ce budget : la suppression de la première tranche de l'impôt sur le revenu. Il faut bien, en effet, faire passer la pilule de l'austérité, la rendre juste, comme le disait le candidat Hollande.

## 3,8 milliards de diminution

On aura donc droit à une cerise sur le gâteau fiscal : une diminution d'impôts de l'ordre de 3,8 milliards d'euros qui doit profiter en priorité aux moins riches. En clair, le seuil à partir duquel on est assujéti à l'impôt sur le revenu passera de 6011 euros par an à 9690 euros. Pour ceux qui, malheureusement pour eux, ne gagnent pas assez pour avoir à payer cet impôt, soit près de la moitié des foyers fiscaux en France<sup>1</sup>, cela ne changera évidemment rien. Ils continueront de payer la TVA et la CSG et subiront en outre de nouveaux remboursements de soins médicaux (le budget de la sécurité sociale ne bénéficiant pas, lui, d'un coup de pouce social). Pour les autres, cela représentera en moyenne une économie de quelques centaines d'euros. On voit déjà que cette mesure est ciblée. Il ne s'agit pas tant d'aider les plus pauvres que les classes moyennes, sur qui le poids de l'impôt pèse relativement plus lourd que pour les autres catégories.



On imagine volontiers Hollande, Valls et Macron ainsi que leurs staffs respectifs se lancer dans des calculs complexes pour trouver la bonne équation. Il faut aug-

menter les impôts, sans alimenter le fameux « ras-le-bol fiscal », tout en donnant le sentiment qu'on se préoccupe de justice sociale. A première vue, la suppression de la première tranche de l'impôt sur le revenu peut sembler la réponse la plus juste à cet épineux problème. On s'attaque à l'impôt le plus impopulaire et on vise les catégories qui sont le moins capables de se soustraire à la pression fiscale, celles qui sont trop riches pour ne pas payer l'impôt sur le revenu mais trop pauvres pour pouvoir faire de l'optimisation fiscale.

## Aider les pauvres ou les classes moyennes...

Mais le problème est tout autre si on adopte une perspective de long terme. L'impôt sur le revenu est le seul impôt progressif en France, le seul pour lequel les riches payent proportionnellement plus que les pauvres. Or cet impôt qui représentait, en 1981, 12,6% des prélèvements obligatoires, n'en représente plus que 7% aujourd'hui. Il a été simplifié également : on est passé de 13 tranches à 5, ce qui a eu pour effet de diminuer sa progressivité. Bref, depuis les années 1980, plus on réforme, plus on diminue le caractère équitable de l'impôt. De manière plus générale, entre les niches fiscales, l'extension de la CSG (qui est un

Suite page 10



## Con... certation (et éducation) nationale

Ce mois d'octobre, le Ministère de l'Éducation Nationale a lancé une grande concertation sur ses programmes avec ses enseignants. C'est, officiellement, l'occasion pour les profs de retoquer les programmes pondus d'en haut et d'ajouter leur expérience de terrain. Depuis des décennies, les ministres, de gauche comme de droite, ont employé cette méthode pour légitimer leurs réformes parfois absurdes ou désamorcer d'éventuelles contestations.

Ces concertations sont en général une immense perte de temps pour toute la communauté scolaire et donne lieu à des réunions inutiles. Ces réunions s'accompagnent le plus souvent de questionnaires aux questions stupides, bloquées et orientées, qui permettent d'énoncer le résultat de la concertation bien à l'avance : il est même arrivé, par le passé, qu'à la suite d'une boulette du ministère, les conclusions d'une « vaste concertation » soient publiées avant la fin de celle-ci.

La concertation d'octobre se distingue par le comique des documents de référence distribués. Entre les portes ouvertes enfon-

cées, les chapelets de lieux communs, l'usage de novlangue pour cacher la vacuité des propos, deux ou trois touches d'hypocrisie et de bons sentiments... on hésite entre rire et pleurer lorsque l'on sait que, derrière la mascarade, il y a la volonté du ministère de supprimer les redoublements, les notes et le brevet des collèges... en attendant la suppression du bac.

Les redoublements n'existent déjà presque plus en réalité et leur efficacité est d'ailleurs douteuse. Mais pour le ministère, il s'agit surtout de faire de bonnes économies. Pour supprimer les redoublements, la suppression des notes est nécessaire mais c'est aussi un moyen de masquer la perte d'efficacité de notre système éducatif : lorsque l'on est incapable de soigner un malade, on casse le thermomètre. Enfin les examens coûtent très cher à organiser et le brevet a tellement été vidé de sens ces dernières années qu'il ne reste plus qu'à l'achever. Pour le bac, ce serait plus difficile, mais les ministres successifs en rêvent depuis trente ans...

Jmj

## Vous en reprendrez bien une tranche ? (suite de la p9)

impôt strictement proportionnel), la hausse de la TVA, la faiblesse de l'imposition sur les revenus du capital et la diminution lente mais inexorable de la part prise par l'impôt sur le revenu, on se rend compte que l'impôt n'est quasiment plus progressif en France. En proportion de leurs revenus, ce sont les classes moyennes qui payent le plus d'impôt et ce sont les très riches et les très pauvres qui en payent le moins. La suppression de la première tranche, même si elle est censée aider ces fameuses classes moyennes, va donc, paradoxalement, accentuer encore cette évolution.

Hollande, candidat, avait vaguement évoqué quelques mois avant son élection une grande réforme fiscale. En fait de réforme,

on aura eu droit à des mesurette qui répondent plus à des calculs politiques qu'à une grande ambition progressiste. Comme la création de la tranche à 75% sur les revenus salariés de plus d'1 million d'euros (qui va disparaître en 2015), la suppression de la première tranche n'est qu'un bricolage à but électoral.

Alex

1 - 46,4 des foyers fiscaux ne payent pas l'impôt sur le revenu. Cela peut paraître démesuré au regard du seuil très bas (6000€) à partir duquel on est assujéti à cet impôt. Mais il faut tenir compte de la modulation qu'entraîne le fait d'imposer des ménages plutôt que des personnes seules. Un couple avec deux enfants (soit trois parts) qui dispose de 18 000 euros de revenus par an, ne payait ainsi pas d'impôts avant même la réforme.



# Prix Pinocchio

Comme chaque année, les prix Pinocchio<sup>1</sup> du développement durable ont pour but d'illustrer et de dénoncer les impacts négatifs de certaines entreprises multinationales, en totale contradiction avec le concept de développement durable qu'elles utilisent abondamment. Au niveau international, les multinationales profitent de vides législatifs pour mener leurs activités au détriment du respect des droits sociaux, sociétaux, ou de l'environnement dans les pays du Sud. Des élus et de nombreux acteurs de la société civile réclament désormais la mise en place d'un cadre juridique contraignant au niveau international, afin d'obliger les entreprises à assumer leurs responsabilités. La mise en place d'un cadre plus strict au niveau communautaire européen, et en France, est déjà une étape intermédiaire nécessaire.

Cette année les nominés sont :

## Plus vert que vert

Prix décerné à l'entreprise ayant mené la campagne de communication la plus abusive et trompeuse au regard de ses activités réelles.

- EDF et le charbon de Serbie
- GDF Suez et les "obligations vertes"

## Mains sales, poches pleines

Prix décerné à l'entreprise ayant mené la politique la plus opaque au niveau financier (corruption, évasion fiscale, etc.), en termes de lobbying, ou dans sa chaîne d'approvisionnement.

- Perenco, pétrolier opaque en République Démocratique du Congo
- Samsung et l'exploitation d'enfants en Chine
- Lyon-Turin Ferroviaire et les tunnels sous les Alpes

## Bo.F

1 - Organisés par les Amis de la Terre France, en partenariat avec le CRID et Peuples Solidaires, depuis 2008. La cérémonie publique de remise des Prix se déroulera le mardi 18 novembre 2014 à la Java, 105 rue du Faubourg du Temple à Paris.



*défilé de mode printemps :  
Pinocchio, habillé par les meilleures marques !*

## Une pour tous, tout pour moi !

Prix décerné à l'entreprise ayant mené la politique la plus agressive en termes d'appropriation, de surexploitation ou de destruction des ressources naturelles.

- Shell et les gaz de schiste en Ukraine et Argentine
- Crédit Agricole et le charbon des Appalaches, au Etats-Unis

La mobilisation autour des Prix Pinocchio se déroulera du 9 octobre au 18 novembre, 2014, date de la cérémonie de remise publique des Prix. Le focus sera mis sur chaque nominé chaque semaine. Des groupes locaux des Amis de la Terre et de Peuples Solidaires organisent des actions en région.

Vous pouvez vous informer et voter sur le site [www.prix-pinocchio.org](http://www.prix-pinocchio.org).



**Salon de l'autre livre.** Du vendredi 14 au dimanche 16 novembre, Espace des Blancs Manteaux, 48 rue Vieille du Temple, Paris.  
www.lautrelivre.fr

**Histoire mondiale de l'anarchie.** Rencontre et débat avec Gaetano Manfredonia.

Vendredi 14 novembre à 19h, Librairie du Monde libertaire - Publico, 145 rue Amelot, Paris.  
www.anarchie-lelivre.com

**Manifestation** pour une alternative à la politique gouvernementale, contre le budget d'austérité,... Samedi 15 novembre à 14h, Place Denfert-Rochereau à Paris.

**La déflation menace-t-elle l'Europe ?** Débat organisé par les économistes atterés. Mardi 18 novembre à 19h, Université Paris-Diderot, Site "Halle aux Farines", amph 7C, 3è étage, hall C, escalier C1/C2., 16 rue Française Dolto, Paris.  
atterres.org



**Sortir du cadre : 12e édition du festival de cinéma d'Attac "Images mouvementées",** des films, des documentaires, des débats, des rencontres avec les réalisateurs, une table de presse, une librairie et bien d'autres animations. Du 18 au 23 novembre au cinéma La Clef, 21 rue de la Clef Paris..  
imagesmouvementees.fr

**Bobines rebelles.** 4e festival du film documentaire politique et social dans le 93. Samedi 22 et dimanche 23 novembre, Bourse du Travail de Saint-Denis, 9-11 rue Génin, Saint Denis. Un festival à prix libre.  
www.dionyversite.org

**Dettes Publiques : Qui doit payer ?** Conférence organisée par Attac Paris 15. Mardi 25 novembre à 20h, 17, rue de l'Avre, Paris.  
france.attac.org

**Pièce de théâtre citoyenne et satirique sur le GRAND MARCHÉ TRANSATLANTIQUE**

Mercredi 26 novembre à 19h30, Espace Jean Dame, 17, rue Léopold Bellan, Paris.  
france.attac.org

**Rencontre entre Eric Hazan et Frédéric Lordon** pour une discussion autour de À nos amis du Comité invisible. Jeudi 27 novembre à 19h30, Bar-restaurant « Le lieu dit », 6 rue Sorbier, Paris. lelieudit.com

Ecouter l'émission **Modes d'Emploi** (modes-d-emploi.net) sur FPP 106.3 et rfpp.net tous les vendredis à 20h30.

paris.demosphere.eu  
rezo.net/agenda

[ Bulletin d'Abonnement ]

Le Piaf est un journal participatif à contenu gratuit, sous format électronique et surtout papier pour que le plus grand nombre de personnes puissent y avoir accès, pour le lire et le partager. Vous pouvez l'imprimer à partir du site www.le-piaf.org Si vous souhaitez devenir diffuseur du Piaf, nous vous proposons aussi de vous en envoyer un grand nombre à prix coûtant. Nous cherchons aussi des lieux de dépôt pour indiquer à nos lecteurs où trouver des Piaf.



Les chèques sont à adresser à l'ordre de:  
Le Piaf  
Le Piaf - 2&4 bd Ornano  
75018 Paris - France

JE SOUHAITE :

- 1 ABONNEMENT ANNUEL INDIVIDUEL = 12 €
- RECEVOIR PLUSIEURS EXEMPLAIRES D'1 NUMÉRO  
30 EX = 4,60 €  100 EX = 9 €
- PROPOSER UN LIEU DE DÉPÔT
- ADHÉRER À L'ASSOCIATION LE PIAF = 15 € (OU + SI AFFINITÉS)
- FAIRE UN DON

NOM .....

PRÉNOM .....

ADRESSE .....

.....

.....

EMAIL .....